

Texte de Staline :

« Déjà en 1846 Karl Marx disait : « La classe laborieuse substituera, dans le cours de son développement, à l'ancienne société civile une *association* qui exclura les classes et leur antagonisme, et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit... » (*Misère de la philosophie*). »

— En 1877 Engels écrivait : « Le premier acte par lequel l'Etat s'affirme réellement comme le représentant de la société tout entière — la prise de possession des moyens de production au nom de la société — est en même temps le dernier acte propre de l'Etat. L'intervention du pouvoir d'Etat dans les relations sociales devient superflue dans un domaine après l'autre et s'assoupit ensuite. (...) L'Etat n'est pas aboli, il dépérit. » (*Anti-Dühring*). »

La dernière étape de l'existence de l'Etat sera la période de la révolution socialiste, alors que le prolétariat prendra possession du pouvoir d'Etat et fondera son gouvernement propre (la dictature) afin d'abattre définitivement la bourgeoisie. »

Joseph Vissarionovitch Djougachvili, dit Staline, *Anarchisme ou socialisme*, 1906

Texte de Bakounine :

« Nous pensons que la politique, nécessairement révolutionnaire, du prolétariat, doit avoir pour objet immédiat et unique la destruction des Etats. (...) Nous ne concevons pas non plus qu'on puisse parler de la liberté du prolétariat ou de délivrance réelle des masses dans l'Etat et par l'Etat. Etat veut dire domination, et toute domination suppose l'assujettissement des masses et par conséquent leur exploitation au profit d'une minorité quelconque.

Nous n'admettons pas, même comme transition révolutionnaire, ni les Conventions nationales, ni les Assemblées constituantes, ni les gouvernements provisoires, ni les dictatures soi-disant révolutionnaires. Parce que nous sommes convaincus que la révolution n'est sincère, honnête et réelle que dans les masses, et que, lorsqu'elle se trouve concentrée entre les mains de quelques individus gouvernants, elle devient inévitablement et immédiatement réaction. »

Mikhaïl Aleksandrovitch Bakounine, *Lettre du 5 octobre 1872*, 1872

Staline :

a) La première citation (Marx) énonce le fait que la révolution communiste établira une société sans classe, fondée non sur la domination des propriétaires des moyens de production sur ceux qui ne les possèdent pas, mais sur la **col-laboration** entre tous les travailleurs. La conclusion étant que, puisque l'Etat naît et se nourrit de la division en classes de la société, l'Etat dépérira dans la société communiste.

b) La seconde citation (Engels) rappelle la tâche paradoxale de l'Etat communiste : il doit affirmer toute sa puissance en s'accaparant les moyens de production (nationalisation) pour pouvoir ensuite les rendre aux travailleurs (collectivisation) et s'affaiblir peu à peu. **Le premier acte de l'Etat est aussi le dernier**, puisque l'Etat a justement pour tâche de transformer la société pour que l'Etat y devienne superflu. Engels y insiste : il ne s'agit pas d'une abolition de l'Etat (ce qui signifierait qu'il faut une révolution, et donc que l'Etat communiste se trouve *contre* le peuple...), mais d'une **disparition progressive**. L'Etat ne servant plus à rien, il s'évanouit.

La conclusion qu'en tire Staline est limpide : l'Etat est nécessaire pour affirmer la domination des travailleurs (et faire disparaître tous ceux qui vivent du travail des autres, à l'exception évidemment de ceux qui ne peuvent pas / plus travailler). Mais lorsque le prolétariat aura "abattu" la bourgeoisie... il n'y aura plus ni bourgeoisie, ni prolétariat. Il n'y aura que des travailleurs. Et dans une société sans classe, l'Etat n'a plus de sens. On peut donc dire que la période de gloire de l'Etat, celle où il devient l'arme des opprimés contre les oppresseurs, est également son chant du cygne : en détruisant les fondements de la domination de l'homme sur l'homme, l'Etat signe son propre arrêt de mort.

Bakounine :

Pour l'auteur du second texte, Bakounine, ce dernier paragraphe relève de la pure et simple plaisanterie. Ou plutôt : de la mystification. Dans ce texte, Bakounine vise deux ennemis, qui pour lui n'en font qu'un. Le premier ennemi, c'est le mythe du "despote éclairé et bienveillant", le souverain qui travaillerait à la libération de son peuple ; aux yeux de Bakounine, ce n'est jamais de l'Etat que le peuple recevra sa liberté. L'Etat est une instance de contrôle, de répression, il est *par définition* une instance dominante, puisqu'il doit pouvoir contraindre par la force n'importe quelle partie du corps social à se soumettre aux lois. Et il est contradictoire de penser que l'on pourrait recevoir la liberté de celui-là même qui nous domine. La liberté ne se reçoit pas, elle se gagne, elle se conquiert, précisément en luttant *contre* les instances de domination.

Le second ennemi, ce sont l'ensemble des doctrines qui prônent l'idée d'un Etat "provoire", d'une "phase" étatique de la Révolution : ce qui correspond très exactement à ce que promeut la doctrine communiste. L'Etat ne peut jamais être un instrument de libération du peuple, pas même au sein d'une période de "transition" révolutionnaire (cf. la "phase socialiste" de la révolution prolétarienne), durant laquelle pourrait s'établir une "dictature soi-disant révolutionnaire" (cf. dictature du prolétariat). Pour Bakounine, l'Etat "transition"

ne peut avoir qu'un destin : celui de s'éterniser, et la "dictature révolutionnaire" deviendra nécessairement dictature... réactionnaire.

Car Bakounine renverse son précédent argument. Non seulement je ne puis recevoir ma liberté de celui qui me domine (contradictoire), mais l'Etat lui-même ne peut pas être une instance révolutionnaire : c'est tout aussi contradictoire ! Seul le peuple peut *se donner* (à lui-même et par lui-même) la liberté, seul le peuple peut *se révolter* : et les deux énoncés sont solidaires, puisque **c'est précisément en se révoltant que le peuple se libérera.**

Par conséquent, prétendre (avec les communistes) que l'Etat sera l'instrument de la libération des opprimés, que c'est du pouvoir de l'Etat que viendra la suppression de la domination, et que l'Etat travaillera ainsi de lui-même à sa propre disparition... n'est qu'une sombre farce, forgée par ceux qui rêvent aujourd'hui de devenir les despotes de demain.

Conclusion :

On voit donc que l'opposition radicale entre la doctrine anarchiste et la doctrine républicaine rejoint la séparation entre communisme et anarchisme. Anarchisme et Republicanisme s'accordent sur le fait que l'Etat est, en lui-même, une instance de domination ; mais alors que pour le républicanisme, cette domination de l'Etat est mise au service de **la lutte contre la domination** de l'homme par l'homme, pour l'anarchisme c'est bien au service de la domination que se placera toujours l'Etat.

De la même façon, socialisme et communisme s'accordent sur le fait que l'Etat sera toujours **au service de la classe dominante**. Mais alors que, pour la doctrine communiste, en servant la domination des prolétaires, l'Etat travaille à la suppression de toute domination, pour l'anarchisme en revanche, en prétendant servir l'intérêt du peuple, c'est à sa propre domination que l'Etat travaille.

La dictature provisoire et révolutionnaire du prolétariat deviendra donc la dictature permanente et réactionnaire des gouvernants.

Dans cette optique, la lutte du peuple pour sa liberté ne peut être qu'une lutte... contre l'Etat. Ce qui nous ramène à notre point de départ.